

Petit déjeuner régional
« Place de l'ESS dans l'économie mondiale »
mercredi 20 janvier 2016 – Arras

En présence d'une délégation malienne

L'économie sociale et solidaire semble aujourd'hui gagner en reconnaissance et en structuration sur les territoires français et européens. Ces mouvements se développent aussi sur d'autres territoires plus lointains, et moins connus, mais qui participent également de l'internationalisation de l'économie sociale et solidaire.

Dans le cadre de la **venue d'une délégation malienne**, et pour faire suite au petit déjeuner sur l'« ESS en Europe », l'APES et le Grdr poussent plus loin la réflexion en vous permettant d'**échanger avec des acteurs impliqués dans l'ESS au Mali**, le **mercredi 20 janvier 2016 de 9h30 à 11h30 à Arras, dans les locaux de l'AFP2I - 2 rue Eiffel**.

Cette rencontre permettra de découvrir comment l'ESS est portée et structurée au Mali et d'en savoir plus sur les dynamiques existantes. Elle sera l'occasion de **croiser les approches et de s'inspirer de ce qui se fait ailleurs** pour construire ensemble une autre forme de mondialisation, plus solidaire, cohérente et "à visage humain". Cette rencontre permettra enfin de se questionner sur **la place qu'a désormais l'ESS dans l'économie mondiale**, ainsi que celle qu'elle devrait avoir. Pourquoi et comment construire une vision et un mouvement mondial de l'économie sociale et solidaire ?

Avec les interventions de :

► **l'AFP2I**

► **les membres de la délégation malienne** : le RENAPESS, réseau national malien d'économie sociale et solidaire, l'EMDK, Espace Migration et Développement en Région de Kayes, et le Grdr Mali

► **l'APES**, en tant que représentant du MES, Mouvement pour l'économie solidaire, et membre du RIPPES Europe, réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire

► **le Grdr Nord-Pas de Calais-Picardie**

Mot d'accueil et remise en contexte : APES, Olivia Mailfert

AFP2I, Maurice Monoky

Présentation de l'AFP2I : 25 salariés temps plein en CDI. S'appuie sur plusieurs sites, pour créer une dynamique de proximité et des emplois durables, important notamment pour les personnes les plus éloignées de l'emploi. 2500 personnes accueillies par an, sur Arras et en zone rurale, avec un taux de retour de retour à l'emploi de 40 % environ.

L'économie sociale et solidaire (ESS) a un rôle essentiel à jouer dans l'éducation permanente, car elle s'appuie sur le fait d'être « acteur », quelque soit son statut, son niveau de connaissance, etc. L'AFP2I se bat pour favoriser l'**accès au savoir pour TOUS**, et rendre à chacun sa capacité d'agir face à la connaissance.

Pour Maurice Monoky, l'innovation sociale s'appuie sur 3 éléments essentiels :

- l'axe **citoyen**, de qualification et accès à l'emploi. En effet, sans emploi, difficile d'être reconnu sur le plan de la citoyenneté
- l'importance de la **coopération**, valeur clé de l'ESS. L'idée est de travailler sur la complémentarité, pour expérimenter de nouvelles réponses, de nouvelles façons de faire, d'entreprendre, etc.
- la question de la **redistribution de la richesse**

Il est important de travailler à la reconnaissance de l'ESS et de sa diversité d'acteurs. De définir derrière quel étendard on se regroupe, pour être en phase au niveau local, national et international. De façon historique, l'ESS est présente partout dans le monde (Italie, Angleterre, Canada...), en particulier au travers des coopératives, et il est indispensable de conserver et valoriser cette force.

Pour s'imposer, le modèle ESS doit montrer qu'il peut faire face et « concurrencer » le modèle capitaliste, et s'appuyer sur les citoyens comme forces de proposition. Pour cela, il est nécessaire d'être outillé et d'avoir connaissance de la manière dont fonctionne la société et le monde, des différents modèles économiques qui co-habitent, pour favoriser le libre arbitre. L'accès à l'éducation offre cette possibilité, d'où le rôle fondamental de l'éducation populaire dans la défense de la citoyenneté et du libre-arbitre.

Le modèle ESS commence donc à évoluer, en particulier avec l'apparition des chaires ESS, mais sa place est encore faible dans l'enseignement et éducation de façon générale.

Dans l'**accès à l'éducation pour tous**, se pose la question de l'**inclusion** et donc de la **place de l'immigration**. L'AFP2I accueille environ 300 personnes d'origines différentes par an, qui viennent pour acquérir des bases (de français et autres connaissances indispensables pour s'intégrer), ce qui favorise une grande mixité des publics.

Attention : l'idée n'est pas de parler de lutte contre les exclusions, mais bien d'un travail en faveur de l'inclusion. L'accompagnement de ces populations dans l'accès à la langue française et à la connaissance sur la manière dont fonctionne la société française est essentielle pour favoriser une bonne intégration, d'où l'accompagnement proposé par l'AFP2I et le travail fait avec les centres d'accueil de demandeurs d'asile. Cela est une première porte d'entrée pour renforcer la capacité à agir des personnes, quelque soit leur parcours, par exemple en favorisant l'engagement associatif ou la création d'activité/d'entreprises.

Ainsi, que ce soit dans l'ouverture de l'ESS ici au public « migrant » ou dans la question du changement d'échelle de l'ESS, l'enjeu important est de faire reconnaître cette forme d'économie et de renforcer son organisation, à toutes les échelles (locale, nationale, internationale). Il est pertinent de s'appuyer sur son histoire dans tous les pays, pour en faire une valeur et lui donner une **reconnaissance mondiale**.

APES, Joackim Lebrun

Acteurs pour une économie solidaire

Rappel des missions de l'APES : mise en commune, mise en lien des acteurs de l'économie solidaire en NPDC. L'APES est née du constat qu'il faut un cadre, un réseau, pour défendre les acteurs et donner plus de poids aux valeurs de l'ESS :

- l'utilité sociale, à laquelle l'économie marchande ne peut pas, ne sait pas répondre.
- la gestion démocratique des projets et la primauté de la personne
- le travail sur la lucrativité limitée.
- l'ancrage territorial : emplois non délocalisables
- la participation au développement d'un territoire, par l'implication dans des collectifs, des réseaux

Les projets sont très variés, à la fois dans la diversité des secteurs d'activité que dans les statuts.

Missions de l'APES, à l'échelle régionale :

- fonction de représentation de l'ESS dans toute sa diversité, en particulier dans le lien avec les instances de décision et les collectivités locales
 - appui au développement de l'ESS : appui des filières fortes comme alimentation, énergie, etc.
- APES a ce rôle d'animer ces regroupement, d'amener des enjeux et débat pour continuer à s'adapter
- relations avec les universités, pour faire le lien entre les acteurs du terrain et les chercheurs, sur des thèmes tels que l'innovation, l'utilité sociale, etc.

Au niveau national :

L'APES fait partie d'un réseau national, le **MES** (Mouvement pour l'économie solidaire), créé dans une volonté de mettre en lien les réseaux régionaux de l'ESS, afin de favoriser les échanges de pratiques, les mutualisations et de donner plus de poids à l'ESS, en particulier au sein des instances nationales.

Les enjeux principaux sont :

- la mutualisation et l'échange de pratiques, dans l'appui à nos acteurs respectifs en particulier, avec le partage des spécificités (par exemple, la région PACA est très en pointe sur le développement d'outils)
- la représentation à l'échelle nationale de l'ESS
- les enjeux de formation : influencer au niveau national sur le cadre de la formation
- l'alimentation des politiques nationales et la capacité d'influer sur les cadrages nationaux, avec un regard prospectif : ex. des PCTE (pôles territoriaux de coopération économique) qui sont issus d'innovation des territoires et acteurs ESS, ou encore des travaux menés en commun dans le cadre de la loi sur l'ESS de 2014.

Enjeux internationaux :

Des réseaux d'acteurs de l'ESS, à l'échelle internationale, sont constitués afin de donner une cohérence globale aux politiques ESS.

A l'échelle internationale, il existe le RIPPSS (Réseau intercontinental d'économie sociale et solidaire) et à l'échelle européenne, le RIPPSS Europe, qui regroupe les mouvements nationaux dont l'APES. A peu près tous les pays sont représentés, mais certains étant plus moteurs que d'autres (Italie, France, Portugal...).

L'objectif est de permettre :

- le développement des outils, qui peuvent être partagés, mutualisés, améliorés collectivement
- l'organisation de rencontres avec des réseaux et acteurs dans d'autres pays, pour favoriser une cohérence mondiale de l'ESS.

Le RIPESS Europe est encore relativement récent, donc encore en construction. Il permet d'aborder des thématiques communes, mais ces temps demandent beaucoup de temps de coopération. Certaines thématiques ont donc été choisies en priorité : mobilité, formation, emploi, énergie, alimentation.

Le travail du RIPESS est de permettre à ses membres de travailler ensemble, par l'organisation de rencontres régulières (tous les 4 ans), afin d'identifier les points communs, les différences, et la manière dont chacun pourrait être ambassadeur des enjeux des autres.

Cela permet également d'avoir une connaissance de la diversité des approches des acteurs sur les différents territoires.

Une question essentielle qui revient régulièrement sur ces temps de rencontres est de savoir **s'il existe une définition de l'ESS partagée par tous**. Dans les faits, les différents réseaux arrivent à se retrouver sur des enjeux communs, mais il est souvent plus difficile d'identifier et d'impulser des collaborations concrètes.

L'un des enjeux de ce travail à l'échelle européenne est également de permettre l'accès à des collaborations, voire des financements européens. Il est donc très intéressant de travailler sur un décroisement avec les acteurs de la coopération internationale, qui ont cette expertise et ce savoir-faire dans les projets internationaux.

RENAPESS, Baba Cissé

Réseau national d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire

Rappel du contexte et de la situation au Mali :

Les premières formes d'ESS repérées au Mali remontent au début des années 1900. Les mouvements ESS sont donc très anciens là-bas également, permettant d'illustrer cette dimension internationale historique.

Le RENAPESS a été créé en 2003, lors de l'avènement de la démocratie, suite à une étude conjointe avec le ministère du développement social et de la coopération canadienne.

Il est né du constat de l'existence d'une forte activité économique informelle, mais d'une grande dispersion de ses acteurs.

Les bureaux du RENAPESS sont au sein du ministère du développement social. Il est composé de 67 membres, des fédérations qui représentent les acteurs socio-économiques du pays, répartis en pôles d'activités (finance solidaire ; emploi et jeunesse ; environnement).

Le réseau a pu recruter un salarié, via la coopération canadienne. Le conseil d'administration est composé de 23 membres, qui se réunissent tous les mois.

Missions du RENAPESS :

- promotion de l'ESS
- renforcement des capacités des membres
- promotion et communication du réseau
- mise en synergie des actions sur le terrain

Activités : bulletin trimestriel, émission radio, opérations concrètes (exemple : opération Tabaski pour éviter la flambée des prix et les paiements échelonnés du mouton).

Le réseau est financé par le Ministère du Développement social, de la Solidarité et des Personnes âgées (MDSSPA) au Mali et le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) du Canada.

Loi ESS au Mali :

Au Mali, une loi sur l'ESS a également vu le jour en octobre 2015. Le RENAPESS a fortement participé aux travaux liés à la définition de la politique nationale, qui a établi un plan d'action 2015-2019 sur 4 axes :

- le renforcement institutionnel du secteur
- le renforcement des capacités des acteurs
- le développement de la formation et de la recherche
- le suivi, l'évaluation et la mise en œuvre des politiques publiques en la matière

Un budget de 28 milliards FCFA a été débloqué pour ce plan sur 5 ans (la plus grosse partie étant affectée au renforcement des capacités).

Objectifs : cf. diapo.

1 – développement institution/législation

2 – professionnalisation des acteurs de l'ESS → mise en place d'une Agence de promotion de l'entrepreneuriat social (APES), agence indépendante qui gèrera ses fonds de façon autonome.

=> les fonds seront mis à disposition des entrepreneurs, et notamment des migrants soucieux de créer une activités économiques.

Au Mali, l'ESS est très largement ouverte à l'entrepreneuriat social, pour élargir le champs et ne pas resté cloisonné.

En ce qui concerne les actions en faveur des femmes, il a été créé au RENAPESS un cadre de concertation spécifique aux femmes dans l'ESS (CAFESS).

Implication à l'international :

En 2010, le Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS) a vu le jour, réunissant 22 réseaux nationaux. Son siège est au Maroc pour le moment, car il existe un fort engagement du Maroc dans l'ESS depuis 2009, mais il est prévu que le siège soit déplacé à Bamako à partir de mars 2016.

Dans le cadre du RAESS, un forum africain de l'ESS est prévu pour fin avril 2016. Un sondage a auparavant été lancé auprès des acteurs pour définir le thème prioritaire qu'ils souhaitaient aborder. Il en est ressorti un intérêt fort pour « **l'ESS comme outil de résilience aux conflits** » : comment l'ESS peut-elle s'organiser pour s'adapter à des situations de crises et permettre l'adaptation de la société à ces mêmes situations ? Avec pour sous-thèmes principaux : l'égalité femmes-hommes, l'emploi des jeunes, les enjeux du développement numérique, les réseaux, etc. Il sera prévu un « camps des jeunes » pour aborder des questions propres à leurs problématiques., et voir les modes d'organisations spécifiques à ce public

Un point d'intérêt sera porté à la question de l'économie informelle, plus présente que l'économie formelle dans l'ESS en Afrique.

Le RENAPESS et le RAESS ont reçu un soutien financier et politique du Ministère, ainsi qu'un engagement en matière de sécurité.

cf. site pour avoir le détail du programme : www.renapess.org \ Onglet « Bamako 2016 »

Les enjeux de cette rencontre: moyen de communication et réseautage.

A une échelle plus large (internationale hors Afrique), il existe le RIPESS intercontinental, qui a commencé à s'organiser depuis les années 90 avec un vision de mondialisation de la solidarité. Il est composé de réseaux continentaux d'acteurs mais aussi universitaires (RIUESS). Il a pour objectif de travailler sur des enjeux communs, avec pour **ambition d'être force de proposition au niveau des états, notamment sur sur la formation et le renforcement des jeunes pour un accès à l'emploi.**

Le RENAPESS ayant été créé avant le RAESS, il siège historiquement au RIPESS intercontinental.

Questions :

- *Quid des acteurs de micro-crédit au Mali ?* : dans leur fonctionnement, les structures qui proposent du micro-crédit ne relèvent pas forcément de l'ESS, car ils appliquent un taux de remboursement très élevé. Par contre, la finance solidaire se développe considérablement au Mali (Ex : Caisse Dani sandji qui propose un taux d'intérêt à 1 %). Pour l'instant, les crédits se font plutôt sur des petits montants, avec des délais de remboursements courts et correspondent donc plus facilement aux petits projets.

- *Quelles relations sont entretenues avec la Banque Africaine de Développement, le FMI (Fonds monétaire international) et la banque mondiale ?*

Le FMI est intéressé par le RENAPESS, qui a par exemple été invité à parler à l'ONU pour présenter le réseau, ses actions et son positionnement. Le réseau reste prudent pour qu'il ne devienne pas un outil de récupération politique.

- *Quelle place de l'économie informelle dans le réseau ESS ?*

De façon assez naturelle, l'ESS au Mali intègre la notion d'économie informelle, très présente en Afrique. Il est un enjeu fort de structurer cette forme d'économie (question économie). Par exemple, pour rejoindre la question précédente, le FMI a attribué une aide au Maroc pour passer de l'économie informelle à l'économie formelle.

Le développement de l'ESS est donc un combat politique important, pour montrer que l'on peut faire de l'économie autrement.

Il y a donc un équilibre à trouver entre les avantages et les risques d'aller dans le formel.

- *Intervention* : Misola est une association qui travaille sur la nutrition infantile, et qui crée des liens localement avec diverses structures (associations, coopératives, ou autre modes de groupements). Il n'est pas facile de faire prendre conscience de l'ESS de façon générale et de rendre visible cette forme d'économie, et en particulier pour les acteurs de la coopération internationale qui connaissent assez peu ce domaine. Il est donc important de réfléchir à un modèle économique des projets de coopération internationale qui favorise le développement de l'ESS, par exemple le biais des projets de migrants.

Grdr Mali, Assane Dione et EMDK, Mohamed Niang

EMDK : Espace Migration Développement en Région de Kayes

L'EMDK a découvert ce qu'était l'ESS avec le RENAPESS, et en a tout de suite vu la plus-value que cette forme d'économie pouvait leur apporter. Les membres de l'EMDK et du Grdr Mali ont reçu une formation sur l'ESS et se sont rendus compte que de nombreux projets portés par les migrants sur leur territoire relevaient en fait de l'ESS, sans en avoir conscience (par exemple les foyers de migrants en France dont l'organisation relève plutôt de la dynamique ESS, dans les modes de faire au quotidien (cuisine, organisation, solidarité, mutuelles de solidarité pour rapatriement corps au pays, etc.). Ainsi, ils sont actuellement dans une phase d'appropriation des notions et concepts de l'ESS.

Pour les projets portés par des migrants, il semble y avoir effectivement une grosse opportunité, à la fois pour les migrants eux-mêmes et pour le développement de l'emploi local des jeunes, pour les inciter à rester au Mali.

Beaucoup de projets sont également impulsés depuis la France, de façon dispersée. La création de l'EMDK s'appuie sur la volonté de créer un espace lié à la migration, et capable d'impliquer les politiques et la société civile (c'est le cas du Conseil Régional de Kayes, très impliqué dans cet espace).

L'EMDK se veut être un espace de dialogue pluri-acteurs, un lieu de co-construction, de partage dépassionné, un lieu pour alimenter les décisions et les politiques des territoires.

Le développement économique est un thème clé pour les politiques de développement local, d'où l'intérêt de la prise en compte et de la promotion de l'ESS dans les actions, point qui sera intégré à la charte de l'EMDK en cours de réalisation. Ainsi, le rôle des migrants dans le développement économique des territoires n'est pas négligeable. Mais ces migrants manquent d'accompagnement pour améliorer leurs pratiques. Il y a donc une forte méconnaissance et des lacunes importantes dans l'accompagnement des projets ici et là-bas.

Les 2 défis majeurs que l'ESS peut relever sont la question de l'emploi et des ressources limitées.

Questions/interventions :

- *Misola* : il est important de souligner que l'on traite généralement des moyens de production, mais pas des notions liées à l'ESS. Les financements liés aux projets à l'international et au développement de l'ESS sont encore bien cloisonnés, ce qui explique le manque de lien entre les 2 regards.

- *Artisans du Monde* : l'association agit dans la promotion du commerce équitable un peu partout dans le monde, mais pas encore avec le Mali. Elle est donc à la croisée des 2 champs d'intervention. Ils reçoivent souvent des délégations, mais chacun reste dans ses réseaux (l'ESS d'un côté, les relations internationales de l'autre). Il est important de se demander si les partenaires avec lesquels travaille l'asso font partie des réseaux ESS, et si ce n'est le cas, de les accompagner à le faire. L'ESS manque de reconnaissance et valorisation, elle n'est pas assez nommée.

Conclusion : Grdr France, Pauline Casalegno

Le thème de la migration semble pour le Grdr un levier intéressant pour continuer à travailler sur nos représentations, nos modèles, notamment économiques, et voir comment ceux-ci peuvent être améliorés et questionnés pour un changement dans nos pratiques, à la fois dans les réseaux ESS et de la coopération internationale.

Il est important de pouvoir alimenter les acteurs et les réflexions, et illustrer les pistes d'enjeux communs qui ont pu émerger, notamment sur les thèmes comme :

- les modèles de coopération économique internationale, son évaluation (quelle culture d'évaluation?)
- la construction et la consolidation d'un plaidoyer commun à l'échelle des instances internationales
- la prise en compte de l'Afrique dans les réseaux d'échanges de pratiques et d'outils, car c'est dans la diversité que naît l'innovation
- et enfin questionner notre inclusion sociale ici en valorisant les expériences portées par les migrants et enfants de migrants, ici et ailleurs.